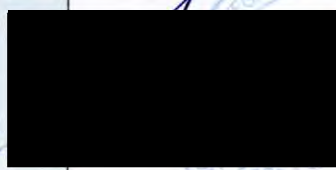



## MODÈLE DE DOCUMENT DE PROJET (PRODOC) MOWIP – 3<sup>e</sup> cycle de programmation (2024)

Toutes les sections et parties doivent être intégralement remplies pour toutes les modalités de financement sollicitées :

### 1<sup>re</sup> partie - Informations sur l'entité candidate

| Bénéficiaire du Fonds <sup>1</sup>            |   | SIGNATAIRE AUTORISÉ <sup>2</sup>              |   |
|---|---|---|---|
| <b>Nom de l'organisation</b>                  | Entité des Nations Unies pour l'Égalité des Sexes, ONU Femmes Côte d'Ivoire                       | <b>Nom de l'organisation</b>                  | Entité des Nations Unies pour l'Égalité des Sexes, ONU Femmes Côte d'Ivoire                       |
| <b>Adresse de l'organisation</b>              | Côte d'Ivoire Country Office - 06 BP 2830 Abidjan 06 ; 2 Plateaux Vallons, Abidjan, Côte d'Ivoire | <b>Adresse de l'organisation</b>              | Côte d'Ivoire Country Office - 06 BP 2830 Abidjan 06 ; 2 Plateaux Vallons, Abidjan, Côte d'Ivoire |
| <b>Prénom et NOM DE FAMILLE</b>               | Antonia NGABALA-SODONON   | <b>Prénom et NOM DE FAMILLE</b>               | Antonia NGABALA-SODONON   |
| <b>Poste / Grade / Titre</b>                  | Représentante Résidente   | <b>Poste / Grade / Titre</b>                  | Représentante Résidente   |
| <b>Signature et sceau officiel</b>            |                | <b>Signature et sceau officiel</b>            |              |
| <b>Date de la signature</b>                   | 04-11-2024  | <b>Date de la signature</b>                   | 04-11-2024  |
| <b>Adresse électronique : Professionnelle</b> | antonia-sodonon@unwomen.org   | <b>Adresse électronique : Professionnelle</b> | antonia-sodonon@unwomen.org   |
| <b>Adresse électronique : Autre</b>           |   | <b>Adresse électronique : Autre</b>           |   |

<sup>1</sup> Les bénéficiaires du Fonds peuvent être un **gouvernement national**, donc une entité d'exécution, ou un **organisme de l'ONU participant**, c'est à dire une agence, un fonds, un programme ou une mission des Nations Unies, également entités d'exécution.

- Si le bénéficiaire du Fonds est un T/PCC : le point focal du projet devra signer cette section.
- Si le bénéficiaire du Fonds est un organisme de l'ONU participant : le point focal du projet au niveau de l'organisme de l'ONU devra signer cette section.

<sup>2</sup> Signataire autorisé :

- Si le bénéficiaire du Fonds est un T/PCC, le document doit être signé par le ou la Chef-fe des forces armées/ Ministre de la défense / Chef-fe général de la police / Ministre de l'intérieur. En signant ce document, vous acceptez de soutenir le Fonds pour la conduite du HACT et PDVDH (page 2).
- Si le bénéficiaire du Fonds est un organisme de l'ONU, cette section doit être signée par le ou la Chef de pays de l'ONU
- Dans le cas où le bénéficiaire du Fonds est une mission de l'ONU, le ou la Chef-fe de mission/Commandant-e de la force/Directeur-trice de l'appui à la mission devra signer cette section.

|  |  |  |                       |
|--|--|--|-----------------------|
| Adresse                                | 06 BP 2830 Abidjan 06  | Adresse                                      | 06 BP 2830 Abidjan 06 |
| Numéro de téléphone :                  | +225 27 22 51 87 71  | Numéro de téléphone :                        | +225 27 22 51 87 71   |
| <b>PARTENAIRE(S) D'EXÉCUTION</b>       |  | <b>PARTENAIRE(S) D'EXÉCUTION<sup>3</sup></b> |                       |
| Nom de l'organisation                  | Etat Major Général des Armées de Côte d'Ivoire                                     | Partenaire d'exécution                       |                       |
| Adresse de l'organisation              | Etat Major Général des Armées de Côte d'Ivoire                                     | Nom de l'organisation                        |                       |
| Prénom : NOM DE FAMILLE                | Abidjan, Plateau Camp Gallieni   | Adresse de l'organisation                    |                       |
| Poste / Grade / Titre                  | Lassina Doumbia  | Prénom : NOM DE FAMILLE                      |                       |
| Signature                              | Général de Corps d'armée<br>Chef d'Etat-Major Général des Armées                   | Poste / Grade / Titre                        |                       |
| Cachet                                 |  | Signature                                    |                       |
| Date de la signature                   | 21 NOV 2024  | Date de la signature                         |                       |
| Adresse électronique : Professionnelle | <a href="mailto:cabinetcemga@gmail.com">cabinetcemga@gmail.com</a>                 | Adresse électronique : Professionnelle       |                       |
| Adresse électronique : Autre           |  | Adresse électronique : Autre                 |                       |
| Adresse                                | 01 BPV 011, Abidjan 01   | Adresse                                      |                       |
| Numéro de téléphone :                  | + 225 27 20 21 35 68   | Numéro de téléphone :                        |                       |

|   |   |                                |                  |
|---|---|--------------------------------|------------------|
| Durée du projet :   | 12 mois   | Budget total sollicité en US\$ | US \$ 249,250.56 |
| <i>La durée maximum d'un projet MOWIP est de deux ans</i> | Date de démarrage : date de transfert des fonds |                                |                  |

|                                |  |                  |
|--------------------------------|--|------------------|
| Budget total sollicité en US\$ | Total des financements pour l'évaluation MOWIP : | US \$ 249,250.56 |
|--------------------------------|--|------------------|

<sup>3</sup> Un partenaire d'exécution est une organisation partenaire chargée de mettre en œuvre les activités conformément au document de projet (PRODOC) signé, sous la responsabilité financière et programmatique : i) de l'organisme de l'ONU participant ou ii) du gouvernement national par l'intermédiaire duquel il perçoit les fonds. Les partenaires d'exécution peuvent être un T/PCC ou une OSC.

|  |                      |                         |
|--|----------------------|-------------------------|
|  | <b>Grand total :</b> | <b>US \$ 249,250.56</b> |
|--|----------------------|-------------------------|

**Exigences liées à l'Approche harmonisée des transferts monétaires (HACT) et à la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH).** Veuillez cocher chaque case pour confirmer avoir pris connaissance de votre obligation d'aider le Fonds à effectuer les vérifications suivantes :

|  |  |
|--|--|
| J'accepte les conditions de la HACT, détaillées dans le <a href="#">Manuel des opérations du Fonds</a> - Section 8.8 | Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| J'accepte les conditions de la DVDH, détaillées dans le <a href="#">Manuel des opérations du Fonds</a> - Section 8.7 | Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |

**PDVDH et HACT :** Suite à la conduite des évaluations HACT et DVDH, veuillez décrire les principales actions et mesures d'atténuation que le T/PCC accepte de réaliser.

**PDVDH :** Les Armées de Côte d'Ivoire, ONU Femmes Côte d'Ivoire s'engagent aux mesures d'atténuation suivantes :

1. Les Armées, ONU Femmes Côte d'Ivoire et l'institution de recherche s'engagent à signer et mettre en œuvre d'un accord de garantie de la libre parole et de protection de la vie privée dans le cadre de l'étude MOWIP, en cohérence avec les points suivants :
  - Conformité de la méthodologie avec les droits humains et la question du genre
  - Indépendance de l'équipe de recherche et des enquêteurs
  - Représentativité des équipes de recherches, des enquêteurs et des personnes interrogées
  - Garantie de la liberté d'expression et de la confidentialité dans le cadre de l'évaluation des barrières
  - Briefing pour l'équipe de recherche et des enquêteurs sur les aspects de droits humains dont la libre parole, protection des données, prévention des risques de harcèlement etc.
2. Les Armées s'engagent à certifier que les militaires qui participeront aux activités du projet (notamment les ateliers de lancement et de validation de l'étude MOWIP, les campagnes de communication et aux événements de dissémination) ne sont pas sous le couvert d'une procédure judiciaire et disciplinaire.
3. Le Fonds de l'Initiative Elsie et ONU Femmes Côte d'Ivoire, avec l'appui du OHCHR, s'engagent à procéder au screening des personnels présentés par les Armées bénéficiant d'un appui du projet lors de divers ateliers et événements et activités de communication liées à l'étude MOWIP.
4. Les Armées en collaboration avec ONU Femmes Côte d'Ivoire s'engagent à :
  - Faire le suivi et rapportage de la mise en œuvre de la DVDH dans le cadre du Projet, y compris les mesures d'atténuation
  - Suivre l'évolution des risques, avec comme objectif d'adapter les mesures d'atténuation si nécessaire
  - Communiquer et dialoguer avec ONU Femmes et le OHCHR sur les allégations de violations graves des droits de l'homme

**HACT :** En tant qu'entité recevant les fonds, ONU Femmes Côte d'Ivoire assumera l'entière responsabilité financière et programmatique, en utilisant les dispositions et procédures standard d'ONU Femmes pour le transfert de fonds aux partenaires de mise en œuvre (TDR du Fonds de l'Initiative Elsie). ONU Femmes Côte d'Ivoire a confirmé que les services de l'institution de recherche seront fournis conformément à la politique de gestion des achats et des contrats d'ONU Femmes.

**Cadre de résultats du Fonds de l'Initiative Elsie :** Indiquez le **principal résultat** auquel contribuera votre projet (ne cochez qu'une seule case) :

**Résultat 1** : Amélioration des connaissances des obstacles spécifiques à chaque pays limitant le déploiement de femmes en uniforme dans les missions de maintien de la paix de l'ONU

**Résultat 2** : Accroissement du déploiement significatif des femmes en uniforme dans les missions de paix de l'ONU

Les **Organismes de l'ONU participants** assumeront l'entière responsabilité programmatique et financière des fonds décaissés par l'Agent d'administration. Ces fonds seront gérés par chaque organisme de l'ONU participant conformément à ses règlements, règles, directives et procédures internes. Chaque organisme créera un compte du grand livre séparé pour la réception et de l'administration des fonds qui lui seront versés par l'Agent d'administration par l'intermédiaire du Compte du Fonds. Le compte du grand livre séparé sera administré par chaque organisme de l'ONU participant, conformément à ses règlements, règles, politiques et procédures internes, notamment en matière d'intérêts. Ce compte sera exclusivement soumis aux procédures d'audits internes et externes prévues par les règlements, règles, politiques et procédures de nature financière applicables à l'organisme de l'ONU participant.

**Cochez cette case pour accepter les conditions**

## 2<sup>e</sup> partie : Résumé du projet MOWIP

### **Nom de votre projet [20-30 mots]**

Evaluation des obstacles à la participation significative des femmes militaires ivoiriennes aux Opérations de Maintien de la Paix (OMP) des Nations Unies.

### **Résumé du projet - description et objectifs : [250-300 mots]**

*Rédigez un court résumé de votre projet :*

- *Quels sont les principaux objectifs du projet ?*
- *Quel(s) partenariat(s) déjà existants aident votre organisation à accroître la participation active des femmes en uniforme dans le maintien de la paix de l'ONU ?*
- *Quels partenariats seront établis dans le cadre du projet ? Ex. organisations de la société civile (OSC), instituts de recherche, ministères, organismes de l'ONU ?*

#### **- Quels sont les principaux objectifs du projet ?**

Ce projet entend réaliser la mesure des opportunités pour les militaires ivoiriennes dans les opérations de maintien de paix (OMP) des Nations Unies. Il constitue une contribution à l'intégration du Genre dans le secteur ivoirien de la Défense et particulièrement dans le pilotage des OMP. Elle utilisera la méthodologie MOWIP et permettra spécifiquement de :

- Mettre en évidence les principaux obstacles à adresser pour la participation significative des militaires ivoiriennes aux OMP des Nations Unies ;
  - Identifier les bonnes pratiques de l'Armée ivoirienne qui peuvent être exploitées, étendues et/ou diffusées à plus grande échelle ;
  - Formuler des recommandations fondées sur des données probantes pour accroître la participation significative des militaires ivoiriennes dans les OMP des Nations Unies ;
  - Fournir une base de référence pour mesurer les progrès réalisés dans le renforcement de la participation significative des militaires ivoiriennes aux OMP des Nations Unies.
- ***Quel(s) partenariat(s) déjà existants aident votre organisation à accroître la participation active des femmes en uniforme dans le maintien de la paix de l'ONU ?***

Le Canada et la Direction des Opérations des Nations Unies ont eu à collaborer avec l'Etat Major des Armées respectivement pour la réalisation d'un stage de conseiller militaire genre à Paris en janvier 2024 et l'organisation d'un atelier sur l'intégration

du genre dans le secteur de la défense en juin 2024. La formation de 30 femmes militaires en anglais et la création d'un laboratoire de langues sont en préparation pour le début 2025 en partenariat avec les Etats Unis.

- **Quels partenariats seront établis dans le cadre du projet ? Ex. organisations de la société civile (OSC), instituts de recherche, ministères, organismes de l'ONU ?**

Un partenariat sera établi avec la Cellule d'Analyse des Politiques Economiques du CIRES (CAPEC), une institution nationale de recherche pour conduire cette évaluation MOWIP. En effet, la CAPEC qui a réalisé avec succès l'évaluation MOWIP des policières ivoiriennes en 2022 possède une bonne expérience de cette méthodologie. Dans le cadre du MOWIP avec les militaires, la CAPEC mettra à disposition une équipe de 4 chercheur-e-s senior, dont deux femmes, et deux assistant-e-s de recherche (une femme et un homme).

Ce projet servira également d'opportunité pour renforcer la collaboration de l'Armée avec ONU Femmes, le ministère de la Femme et les organisations de la société civile dans le cadre de la mise en œuvre nationale de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité.

#### **Liens avec la réforme du secteur de la sécurité nationale et sa gouvernance. [350-400 mots]**

- *De quelle manière ce projet est-il aligné sur les plans d'action institutionnels ou les politiques de genre, les engagements juridiques ou sur un éventuel plan d'action national sur le programme Femmes, paix et sécurité ?*
- *Quelles actions et engagements de haut niveau votre institution de sécurité prendra-t-elle pour donner suite aux recommandations et aux résultats de l'évaluation MOWIP ?*
- *Comment les résultats du rapport MOWIP orienteront-ils la politique nationale de réforme du secteur de la sécurité ?*

- **De quelle manière ce projet est-il aligné sur les plans d'action institutionnels ou les politiques de genre, les engagements juridiques ou sur un éventuel plan d'action national sur le programme Femmes, paix et sécurité ?**

La Côte d'Ivoire a ratifié les principaux instruments internationaux reconnaissant aux femmes et hommes l'égalité en droit et devoir, et interdisant toute discrimination à l'égard des femmes. Aussi, a-t-elle entrepris de renforcer le cadre juridique de promotion du genre avec l'adoption de plusieurs textes de lois tels que la Constitution de 2016 qui promeut le quota dans les assemblées élues et la parité sur le marché du travail. Comme indiqué dans son Plan National de Développement (2020-2025), le pays veut améliorer ses indicateurs de genre.

De plus, conformément à la Réforme du Secteur de Sécurité en cours depuis 2013, le pays s'est engagé à renforcer sa participation aux OMP sous mandat onusien, accroître la participation des femmes au sein des institutions sécuritaires et augmenter (à 20%) leur proportion dans l'Armée<sup>4</sup>.

Par ailleurs, la participation significative des femmes à tous les secteurs d'activités constitue un des axes d'intervention de la nouvelle politique nationale Genre en cours d'adoption<sup>5</sup>. La Côte d'Ivoire est le premier pays africain à inscrire la mise en œuvre de la *Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité* au nombre de ses priorités, avec l'élaboration, en 2018, de la 1<sup>ère</sup> génération de son plan d'action national (PAN). La 2<sup>ème</sup> génération de ce PAN<sup>6</sup> ambitionne d'augmenter la proportion de femmes dans les contingents déployés à 30% à l'horizon 2028. Le ministère de la Défense constitue un des ministères clés du cadre institutionnel de ce PAN 2.

- **Quelles actions et engagements de haut niveau votre institution de sécurité prendra-t-elle pour donner suite aux recommandations et aux résultats de l'évaluation MOWIP ?**

Ce projet fait suite à l'intérêt exprimé par les autorités de la défense ivoirienne de cerner les obstacles qui freinent le déploiement de son personnel féminin en qualité de Casques bleus, à la suite de l'exercice réalisé avec succès par la Police

<sup>4</sup> [https://www.defense.gouv.ci/uploads/magazine/Magazine\\_D%C3%A9fense\\_N%C2%B03.pdf](https://www.defense.gouv.ci/uploads/magazine/Magazine_D%C3%A9fense_N%C2%B03.pdf)

<sup>5</sup> Feuille de route des ministères 2024 page 201 <https://caidp.ci/uploads/c6b8ea78b9f66b2341ff09eaccf1b1cf.pdf>

<sup>6</sup> <https://news.abidjan.net/articles/722324/la-ministre-nasseneba-toure-presente-le-plan-dactions-national-de-la-resolution-1325-de-2eme-generation-aux-parlementaires>

Nationale. La haute hiérarchie de cette défense s'est engagée à œuvrer à l'application des conclusions de cette évaluation MOWIP, notamment par la mobilisation des ressources nécessaires aux réformes indispensables à une meilleure représentativité féminine dans l'Armée et les opérations extérieures. Elle a d'ailleurs déjà désigné ses points focaux pour assurer le pilotage de cette importante évaluation.

**- Comment les résultats du rapport MOWIP orienteront-ils la politique nationale de réforme du secteur de la sécurité ?**

Les données factuelles qui seront rendues disponibles par l'évaluation MOWIP induiront des ajustements au niveau de la politique actuelle de déploiement des militaires ivoiriens. Elles éclaireront les processus de mise en œuvre de la RSS, notamment les recrutements et promotion des femmes pour une participation significative des femmes dans l'Armée. Les bonnes pratiques de prise en compte du genre pourraient être mises en lumière, mieux capitalisées et passées à échelle pour plus d'impact à travers des initiatives progressistes et novatrices.

**3<sup>e</sup> partie : Informations sur l'évaluation des obstacles**

|   |   |
|---|---|
| <p><b>Modèles de partenariat MOWIP avec le DCAF :</b></p> <p>Quel modèle de partenariat MOWIP-DCAF votre institution compte-elle conclure ?</p> <p>Veillez lire le document « Note Explicative 1 - Mise en œuvre de modèles de partenariat et accès au Cornell GSS Lab et au Service d'assistance MOWIP du DCAF » : (<a href="#">EN</a> - <a href="#">FR</a> - <a href="#">SP</a>) portant sur les trois modèles de partenariat : A, B ou C.</p>  | <p><b>Indiquez : A, B ou C dans la fenêtre ci-dessous</b></p> <p><b>C</b></p> |
| <p><b>Justification du projet et stratégie de mise en œuvre [Entre 400 – 500 mots]</b></p>  |   |
| <p><i>Énoncez les raisons pour lesquelles vous sollicitez un financement du Fonds – quelles sont les motivations de votre organisation ?</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Quelles activités entreprenez-vous actuellement pour accroître la participation active des femmes en uniforme dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU ?</i></li> <li>- <i>De quelle façon votre projet soutiendra-t-il ces activités ?</i></li> <li>- <i>Expliquez l'approche proposée pour la gestion et le suivi du projet.</i></li> <li>- <i>Quels sont les principaux risques auquel votre projet est exposé, et de quelle façon comptez-vous les atténuer ?</i></li> </ul>  |   |
| <p><b>- Quelles activités entreprenez-vous actuellement pour accroître la participation active des femmes en uniforme dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU ?</b></p> <p>L'intégration effective et éclairée du genre dans le secteur de la Sécurité ainsi que la responsabilisation des femmes et catégories traditionnellement exclues des composantes du secteur de la sécurité compte au nombre des principaux objectifs de la RSS. En outre, dans la loi de programmation militaire, le pays s'est fixé pour objectif d'augmenter à 20% la proportion de femmes au sein de l'Armée, tous les corps et secteurs confondus.</p> <p>Au regard de ces objectifs, le pays met en œuvre bon nombre d'initiatives pour accroître la féminisation de son Armée. En effet, depuis 2016, le nombre de femmes militaires recrutées est en évolution, 1,83% en 2016 à 2,70% à mai 2024<sup>7</sup>. De même, une journée nationale des femmes militaires a été instituée et des journées carrières sont organisées pour sensibiliser sur</p> |   |

<sup>7</sup> Statistiques de routine du Service des ressources humaines de l'Etat Major Général des Armées, mai 2024

l'importance de la participation féminine dans l'Armée et susciter l'intérêt des femmes et jeunes filles aux métiers de *militaire*.

Le pays s'emploie aussi à accroître son positionnement en tant que pays contributeur aux OMP. Ces dernières années, des efforts sont consentis pour le respecter du quota de 15% de représentativité féminine demandé par l'ONU dans les contingents déployés. Toutefois, cette représentativité féminine reste dépendante des profils demandés qui pour la majorité sont encore peu possédés par les femmes militaires. Par ailleurs, à l'image des hommes, les femmes militaires en retour de mission au sein d'OMP sont valorisées au cours d'une cérémonie médiatisée de décoration témoignant la reconnaissance nationale de leur mérite pour avoir dignement représenté le pays. Cette valorisation a tendance à encourager les femmes en uniforme à candidater pour les OMP.

**- De quelle façon votre projet soutiendra-t-il les activités citées plus haut ?**

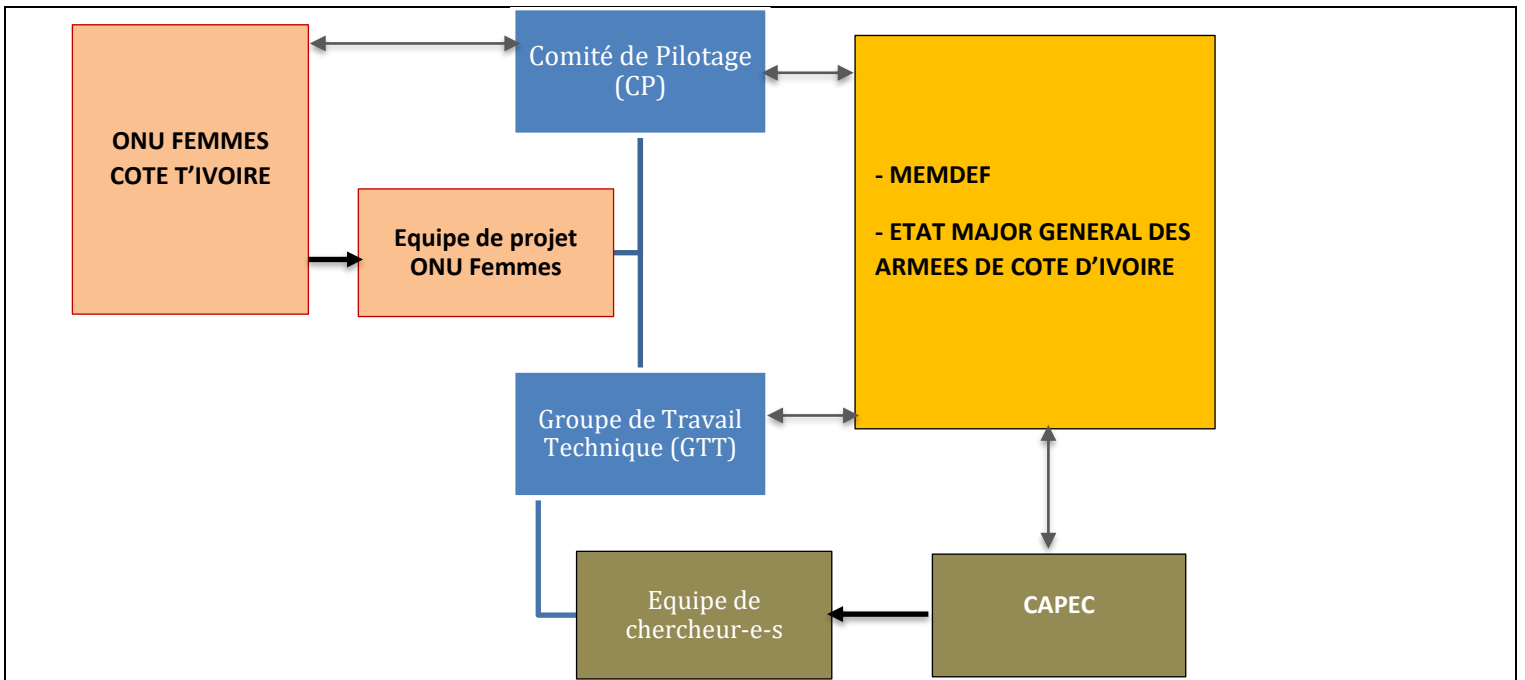
Ce projet constitue une opportunité pour disposer de données factuelles sur les obstacles au déploiement significative du personnel militaire féminin par le pays. Ces conclusions permettront d'orienter les initiatives en cours pour l'atteinte des objectifs genre définis dans la RSS, notamment *l'engagement pour le respect du quota de femmes dans les contingents déployés, les sensibilisations pour accroître l'entrée des femmes dans l'Armée, la reconnaissance nationale en retour de mission pour susciter l'intérêt pour les OMP*. Ce projet sera aussi d'un appui substantiel pour conscientiser sur une intégration pertinente du Genre dans les mécanismes de gestion des OMP. Il recommandera les leviers adéquats à actionner pour accélérer le rythme de changement en faveur de la participation accrue des femmes dans l'Armée et dans les OMP.

**- Expliquez l'approche proposée pour la gestion et le suivi du projet.**

La coordination du projet sera assurée par ONU Femmes Côte d'Ivoire qui mettra à disposition l'équipe de gestion. La Spécialiste programme en charge des questions de FPS à ONU Femmes Côte d'Ivoire assurera la gestion programmatique du projet en y consacrant au moins 40% de son temps. Un-e Analyste projets sera recruté et entièrement consacré au pilotage de la mise des activités du projet. La responsable de communication de ONU Femmes apportera un appui à la mise en œuvre du plan de communication du projet.

Par ailleurs, sous la présidence du MEMDEF, un groupe de travail technique (GTT) et un comité de pilotage (CP) seront mis en place pour assurer le suivi du projet. Le GTT fournira un soutien administratif à la réalisation de l'évaluation et constituera le cadre initial de discussion et pré-examen des conclusions de l'évaluation. Il comprendra des représentant-e-s de l'Etat Major Général des Armées, de ONU Femmes et de l'équipe d'évaluation de la CAPEC.

L'Etat Major Général des Armées a déjà identifiés ses représentant-e-s au sein du GTT. Ces derniers sont des représentant-e-s des différents corps constitués de l'Armée ivoirienne. Le CP est l'organe décisionnel du mécanisme de coordination du projet. Il assurera la validation définitive des résultats veillera à l'appropriation nationale, la dissémination des conclusions de l'étude ainsi que la mise en œuvre des recommandations. Il sera présidé par le Directeur de Cabinet du Ministère d'Etat, Ministère de la Défense et comprendra le Chef d'Etat, Major Général des Armées, le responsable des opérations extérieures de l'Etat Major Général, le Responsable des programmes de ONU Femmes Côte d'Ivoire et le Directeur de la CAPEC.



**Légende :**

|  |  |
|--|--|
|  | Lien hiérarchique                            |
|  | Lien de collaboration                        |
|  | Lien entre les principales entités du projet |

**Figure : Organigramme du projet**

**- Quels sont les principaux risques auquel votre projet est exposé, et de quelle façon comptez-vous les atténuer ?**

La mobilisation limitée et la méfiance des militaires peuvent constituer des entraves à la bonne exécution du projet. Pour y pallier et en tenant compte de l'expérience du MOWIP réalisé avec la Police Nationale de Côte d'Ivoire, au démarrage du projet, une cérémonie de lancement officiel du démarrage sera organisée sous la présidence effective des hautes autorités du Cabinet de MEMDEF et de Major Général des Armées de Côte d'Ivoire pour rassurer et renforcer l'adhésion des militaires et des décideurs clés au projet. Des directives officielles du Cabinet du MEMDEF et du Chef d'Etat Major Général seront transmises aux différents corps constitués pour annoncer le démarrage de l'évaluation. Les points focaux du projet désignés par l'Etat Major Général envisagent conduire une mission de sensibilisation en lien avec l'ONU Femmes pour expliquer l'initiative ELSIE et le processus MOWIP afin de faciliter la réalisation de l'étude. Les points focaux des principaux corps constitués de l'Armée participant aux OMP, membres du Groupe de Travail Technique (GTT) du projet, relayeront au sein de leur différentes unités l'importance de la présente évaluation MOWIP et veilleront à lever les éventuels blocages. Le Comité de pilotage (CP) sera également sollicité pour des défis nécessitant des interventions d'un niveau hiérarchique plus élevé. L'ONU Femmes Côte d'Ivoire qui a déjà une bonne relation de confiance avec le MEMDEF et l'Etat Major Général des Armées aidera aussi à lever les éventuelles entraves.

L'expansion de l'extrémisme violent peut réduire les déplacements et engendrer la mobilisation accrue de l'Armée, notamment aux frontières de la Côte d'Ivoire avec le Burkina Faso et le Mali. Un suivi rigoureux de la situation sécuritaire et politique sera donc réalisé pour la mise en œuvre rapide de mesures d'atténuation appropriées. Un protocole sécuritaire sera également mis en place pour la phase de collecte des données afin de contenir les éventuels risques et incidents.

### **Innovation [300 – 400 mots]**

- Décrivez en quoi les activités proposées représentent une innovation au sein de votre institution de sécurité.
- Qu'est-ce que votre approche de projet propose de nouveau ou de différent par rapport à ce que s'est déjà fait au sein de votre institution de sécurité ?

Ce projet permettra au secteur de la défense ivoirienne de réaliser pour la première fois une étude focalisée sur la représentativité des femmes militaires dans ses opérations extérieures et principalement dans les OMP des Nations Unies. Il mettra en évidence les problèmes réels au déploiement du personnel féminin militaire afin de les adresser de façon efficace et accroître leur participation significative aux OMP conformément à l'ambition de la Côte d'Ivoire de renforcer son positionnement en tant que pays contributeur de troupes, représentatifs des populations à assister. Le mécanisme de coordination inclusif, intégrant des civils et piloté par les plus hautes militaires, retenu dans l'approche de mise en œuvre, constitue pour l'Armée une bonne opportunité de renforcement de ses connaissances et de sa compréhension de l'intégration du Genre dans le secteur de la défense. La création d'un groupe WhatsApp dédié à la coordination du projet renforcera la communication entre ses différentes parties prenantes et favorisera un suivi dynamique de la réalisation et une levée rapide des entraves. Par ailleurs, avec la méthodologie MOWIP, ce projet offrira l'opportunité aux décideurs clés et à l'ensemble des parties prenantes impliquées dans le processus de déploiement des militaires dans les OMP de comprendre la notion véritable de *participation significative*. Elle les engagera aussi à œuvrer non seulement à l'amélioration de la proportion de femmes militaires déployées mais également au renforcement des conditions idoines à la satisfaction de leurs besoins spécifiques et de leur accès aux mêmes opportunités, rôles et ressources que les hommes au sein de l'Armée ivoirienne et dans les missions extérieures, principalement dans les OMP des Nations Unies.

Les preuves solides sur les défis spécifiques rencontrés par les femmes, et également par les hommes, notamment en lien avec les normes de genre en vigueur dans le pays et dans l'Armée ivoirienne, qui sortiront de la mise en œuvre du projet serviront aux différentes parties prenantes du secteur de la Défense pour avancer résolument à l'atteinte de l'objectif de 20% de féminisation de l'armée défini par la loi de programmation militaire du pays. L'accent mis sur l'appropriation des résultats du MOWIP par les médias et la société civile contribuera aussi à une prise de conscience nationale sur les principaux obstacles entravant la participation des femmes militaires aux OMP. La production de petites capsules illustratives des principaux obstacles relevés améliorera la dissémination et la compréhension des résultats du MOWIP et l'engagement à la mise en œuvre des recommandations formulées.

Également, grâce au projet, le pays pourra, dans le cadre de ses objectifs de renforcement de sa *coopération internationale en matière de défense*, mettre en avant les bonnes pratiques de prise en compte du genre dans ses processus de déploiement, identifiées en tant que telles par cette évaluation MOWIP.

Ce projet sera aussi l'occasion de véritablement engager le secteur ivoirien de la Défense dans la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) en y accroissant les connaissances sur les objectifs escomptés par ledit Agenda et sur le rôle important qu'il a à jouer pour le succès du 2<sup>ème</sup> Plan d'Action National du pays de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies relative à cet Agenda FPS.

### **Durabilité [300 – 400 mots]**

- Quelles mesures l'institution de sécurité prendra-t-elle pour assurer la durabilité des résultats du projet sur le moyen et le long terme (au-delà de la mise en œuvre, de la durée et des financements du projet) ?
- Comment votre organisation propose-t-elle de continuer à établir des partenariats après la clôture de ce projet ?

- **Quelles mesures l'institution de sécurité prendra-t-elle pour assurer la durabilité des résultats du projet sur le moyen et le long terme (au-delà de la mise en œuvre, de la durée et des financements du projet) ?**

Ce projet sera mis en œuvre dans une approche de conscientisation des parties prenantes sur les problématiques de genre dans le secteur de la défense afin de les engager à accroître leurs implications et interventions en faveur de l'égalité des sexes dans l'Armée et le déploiement aux OMP. Les conclusions obtenues seront vulgarisées auprès des décideurs clés, principalement ceux et celles impliqués dans les processus de déploiement dans les différents corps constitués des Forces Armées ivoiriennes. Elles serviront également au développement d'un vaste programme de formation, sensibilisation et de plaidoyers de l'Etat major des Armées de Côte d'Ivoire sur les enjeux liés à l'égalité des sexes dans le secteur de la Défense, l'Agenda FPS et les dimensions de la participation significative des femmes aux OMP des Nations Unies.

Les résultats du projet permettront de développer des interventions spécifiques visant à obtenir une évolution mesurable de l'augmentation à 20% de représentativité des femmes militaires dans le secteur de la défense et leur représentation équilibrée dans les postes de décision, fixés par la Loi ivoirienne de programmation militaire. Ces interventions seront également mises en œuvre dans la dynamique de donner à la Côte d'Ivoire les moyens de respecter le quota de 15% de représentativité féminine dans les effectifs militaires déployés lors des OMP fixés par les Nations Unies.

Les conclusions de ce projet éclaireront aussi les initiatives envisagées par l'ONU Femmes Côte d'Ivoire dans son appui à l'institutionnalisation du genre au sein de la Défense et son soutien aux efforts nationaux d'intégration des femmes dans tous les processus de paix et de sécurité. Ces conclusions seront aussi utilisées par l'ONU Femmes pour orienter les interventions dans le secteur de la Défense des autres Agences du Système des Nations Unies (SNU) présentes dans le pays, conformément à son mandat de coordination du SNU en matière de Genre. Elles éclaireront par ailleurs les initiatives de plaidoyer et de sensibilisation de la société civile, en particulier celle qui travaille sur l'Agenda FPS, qui participera à la cérémonie de dissémination des conclusions du rapport MOWIP.

**- Comment votre organisation propose-t-elle de continuer à établir des partenariats après la clôture de ce projet ?**

Un protocole d'accord, intégrant un plan d'action, sera signé avec l'ONU Femmes pour accompagner la mise en œuvre des recommandations formulées par le rapport MOWIP. L'Etat Major formalisera sa participation au sein du mécanisme de pilotage de l'Agenda FPS afin de maintenir voire renforcer sa collaboration avec les autres parties prenantes de cet agenda.

**5<sup>e</sup> partie : Cadre de résultats du projet**

Dans le tableau ci-dessous :

- Remplissez pour chaque catégorie les pourcentages correspondant à votre institution de sécurité dans la cellule « données de référence ».
- Indiquez le pourcentage cible de femmes qui pourraient être déployées par votre institution pendant et après la mise en œuvre du projet, dans les deux prochaines années.

| <b>Résultat principal du Fonds : Accélérer le rythme du changement en faveur d'une participation effective accrue des femmes en uniforme dans les opérations de paix des Nations Unies.</b> |   |  |  |
|---|---|--|--|
| <b>Description</b>  | <b>Indicateur</b>   | <b>Données de référence</b>  | <b>Cible</b>   |
| Augmentation du nombre de femmes en uniforme déployées dans les missions de paix de l'ONU.  | Nombre et pourcentage (%) de femmes en uniforme chargées du maintien de la paix dans les opérations de paix de l'ONU (ventilé par catégorie militaire et policière) au cours de l'année de lancement du projet, à la fin du projet, et deux ans après la fin du projet. | 2024 (année de commencement du projet)<br><br>02 femmes OM, soit 100% des OM déployés.<br>01 femme OEM, soit 25% des OEM déployés.<br>11 femmes militaires, soit 6,11% des Contingents déployés. | D'ici à 2025 (fin du projet)<br><br>01 femme OM, soit 100% des OM.<br>01 femme OEM, soit 25% des OEM.<br>20 femmes militaires, soit 11,11% des Contingents.                              |
|   |   |  | D'ici à 2027 (deux ans après la fin du projet)<br><br>02 femme OM, soit 100% des OM<br>02 femmes OEM, soit 50% des OEM.<br>27 femmes membres de contingent, soit et 15% des Contingents. |

Veillez remplir le tableau portant sur le Cadre de résultats<sup>8</sup> en utilisant l'Annexe 1 de la fiche explicative pour intégrer les indicateurs normalisés du Fonds.

| Résultats n° 1 du Fonds : Meilleure connaissance des obstacles au déploiement des femmes en uniforme dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies. |  |  |   |  |                      |                                |
|--|--|--|---|--|----------------------|--------------------------------|
| Objectif   | Activité   | Produit(s)   | Description   | Indicateurs  | Données de référence | Cible                          |
|  | Une évaluation visant à déterminer les obstacles et les possibilités de déploiement des femmes en uniforme est programmée. | Une évaluation des obstacles est commandée et réalisée par l'Etat Major Général des Armées de Côte d'Ivoire. | L'Etat Major Général des Armées de Côte d'Ivoire va conduire une évaluation des obstacles en vue de recenser et d'analyser les obstacles qui empêchent le recrutement et le déploiement de femmes en uniforme dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU. L'évaluation reposera sur la méthodologie MOWIP du DCAF. | 1.a.1 Nombre (#) d'institutions de sécurité qui conduisent une évaluation des obstacles MOWIP financée par le Fonds (ou équivalent) (ventilées par institution de sécurité et par pays) et nombre de rapports d'évaluation MOWIP (ou équivalent) financés par le Fonds et accessibles au public. | 0                    | 1                              |
|  |  |  |   | 1.a.2 Nombre (#) d'enquêtes menées auprès du personnel de l'institution de sécurité  | 0                    | 380 (190 femmes et 190 hommes) |
|  |  |  |   | 1.a.3 Nombre (#) d'entretiens menés auprès de personnes décisionnaires clés  | 0                    | 30 (15 hommes, 15 femmes)      |

### 6<sup>e</sup> partie : Proposition technique MOWIP - Annexe A (document distinct)

Toute proposition de projet MOWIP auprès du Secrétariat du Fonds, déposée par i) un pays fournisseur de contingents ou de personnel de police (T/PCC) ou ii) un organisme de l'ONU participant en partenariat avec un T/PCC doit comporter en annexe une proposition technique. Une **proposition technique** MOWIP permet d'expliquer comment le partenaire/l'équipe d'évaluation et l'institution/partenaire de recherche collaboreront pour mettre en œuvre chacune des étapes de l'évaluation MOWIP, conformément au modèle de partenariat convenu : A, B ou C. Les instructions et indications sur les informations à intégrer à la proposition technique MOWIP sont disponibles sur le site internet du Fonds de l'Initiative Elsie : Exigences relatives à la proposition technique MOWIP (EN-FR).

<sup>8</sup> **OBSTACLE ou PROBLÈME** : Veuillez décrire, par ordre de priorité, les obstacles identifiés dans le rapport d'évaluation comme limitant la participation des femmes en uniforme aux opérations de paix, et auxquels le projet cherche à s'attaquer.

**OBJECTIF** : Quel est l'objectif de l'activité proposée ? Décrivez les éléments nécessaires pour s'attaquer à l'obstacle ou pour l'éliminer.

**PRINCIPALES ACTIVITÉS** : Décrivez les principales activités qui seront entreprises dans le cadre de chaque résultat indiqué précédemment. Plusieurs activités contribueront à l'atteinte d'un résultat.

**INDICATEURS** : Un indicateur est une déclaration, qualitative ou quantitative, liée à certains aspects du résultat, qui vous permet de mesurer directement la réalisation du résultat. Les indicateurs doivent être spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporellement définis (SMART).

**DONNÉES DE RÉFÉRENCE** : Il s'agit de la valeur actuelle de l'indicateur, avant le début du projet et de la mise en œuvre de l'activité.

**PRODUIT/CIBLE** : Il s'agit des produits mesurables découlant des principales activités (exemple : 20 femmes militaires ont été formées pour devenir commandantes de patrouille, 30 commandants militaires de haut-rang ont reçu une formation sur l'importance de l'inclusion des femmes dans tous les aspects de la direction, de la planification et du déploiement militaire). Plusieurs produits contribueront à l'atteinte d'un résultat.

### 7<sup>e</sup> partie : Chronologie du plan d'évaluation MOWIP - Annexe B (document distinct)

Toutes les propositions d'évaluation MOWIP doivent examiner et intégrer le **Modèle 4 DCAF-MOWIP « Chronologie du plan d'évaluation »**([EN](#) - [FR](#) - [SP](#)) pour planifier le calendrier de leur projet MOWIP en fonction de la situation et du contexte spécifique à chaque T/PCC. Le Modèle 4 du DCAF repose sur les meilleures pratiques tirées d'une quinzaine d'évaluations MOWIP, et fournit des indications claires sur la façon dont articuler les activités de l'évaluation.

Dans la colonne « Notes et dates spécifiques », les T/PCC doivent indiquer des informations sur la façon dont ils planifieront et mèneront à bien chaque activité des six phases suivantes : i) Préparation, ii) Fiche d'information institutionnelle, iii) Entretiens avec les personnes décisionnaires clés, iv) Enquête, v) Processus d'analyse des données, et vi) Processus de validation.

Les T/PCC doivent remplir le **Modèle de chronologie du plan d'évaluation MOWIP du Fonds** et le joindre en tant qu'Annexe B.

### 8<sup>e</sup> partie : Budget détaillé MOWIP (Excel) - Annexe C (modèle Excel séparé)

Toutes les propositions de projet MOWIP doivent intégrer un budget précis et détaillé élaboré à l'aide du **Modèle de budget MOWIP du Fonds sur Microsoft Excel**. Aucun autre modèle de budget ne sera accepté. Le **Modèle de Budget MOWIP (Excel) du Fonds** et la fiche explicative pour vous aider à remplir le modèle de budget sont disponibles sur le site internet du Fonds.

Les T/PCC doivent remplir le Budget MOWIP du Fonds et le joindre en tant qu'Annexe C.

### 9<sup>e</sup> partie : Communications, plaidoyer et visibilité autour du projet

Présentez vos plans de communication, de plaidoyer et de visibilité en relation avec les principales activités du projet MOWIP.

Votre plan devrait comprendre :

- **Objectif(s)** : Définissez clairement ce que vous cherchez à atteindre, et soyez précis sur les résultats désirés.
- **Public cible** : Qui est votre cible ? Quel est son segment démographique (données ventilées) et quelles sont ses canaux de communication privilégiés ?
- **Indicateurs de mesure de la performance** : Établissez vos principaux indicateurs de performance. Ceux-ci peuvent inclure la fréquentation de votre site internet, l'engagement sur vos réseaux sociaux, ou les réponses à votre enquête.
- **Messages, outils et plateformes clés** : Faites ressortir les principaux points que souhaitez véhiculer ; les outils de communication que vous comptez utiliser (ex. communiqués de presse, lettres d'information, réseaux sociaux), et choisissez les canaux pertinents en fonction de votre public cible.
- **Budget et ressources** : Définissez les ressources financières requises, y compris le budget prévu pour la communication et la création de contenus. Déterminez également les ressources humaines, les compétences et expertise nécessaires.
- **Calendrier** : Intégrez un calendrier réaliste pour votre plan de communication, aligné à votre plan et à votre calendrier global de projet, et décomposé par activité, par étape et par échéance.
- **Résultats et impact attendus** : Quels sont les résultats attendus de votre plan de communication ? Veillez à ce que les résultats du projet soient pleinement alignés aux objectifs généraux de votre organisation.

- **Objectif(s)**

Ce plan de communication est élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du projet *d'évaluation des obstacles à la participation des femmes militaires ivoiriennes aux OMP des Nations Unies*. Il vise globalement à créer un environnement favorable à la mise en œuvre efficace et efficiente du projet. Spécifiquement, ce plan de communication permettra de :

- Assurer une mobilisation pertinente des différentes parties prenantes ciblées autour du projet en vue de l'atteinte des résultats escomptés dans les délais impartis ;

- Favoriser une communication efficace entre les différentes parties prenantes clés du projet (MEMDEF, l'Etat Major Général des Armées de Côte d'Ivoire, la CAPEC, ONU Femmes Côte d'Ivoire et le Secrétariat du Fonds de l'Initiative ELSIE) à toutes les étapes du projet afin de susciter et maintenir leur intérêt pour le projet tout au long de sa mise en œuvre (et au-delà);
- Accroître la visibilité du projet, de sa progression et de ses résultats pour un meilleur éclairage des décideurs clefs, des hommes et femmes militaires, des acteurs de la société civile actifs dans la promotion des droits des femmes et leur participation significative au secteur de la défense.
- Sensibiliser sur l'importance de l'Agenda « Femmes, Paix et Sécurité », sur le rôle du secteur de la défense dans la mise en œuvre de cet agenda FPS et sur la nécessité de renforcer la participation des femmes militaires aux OMP des Nations Unies conformément aux engagements internationaux de la Côte d'Ivoire.

• **Résultats et impact attendus**

Un environnement favorable à la mise en œuvre réussie du projet *d'évaluation des obstacles à la participation des femmes militaires ivoiriennes aux OMP des Nations Unies* dans les délais impartis est créé, grâce à l'atteinte des résultats ci-après :

- Les parties prenantes ciblées clefs du projet sont mobilisées de manière pertinente et engagées en faveur de l'atteinte des résultats escomptés dans les délais impartis.
- L'intérêt des parties prenantes clés du projet (*MEMDEF, l'Etat Major Général des Armées de Côte d'Ivoire, la CAPEC, ONU Femmes Côte d'Ivoire et le Secrétariat du Fonds de l'Initiative ELSIE*) est maintenu à toutes les étapes dudit projet grâce à une communication efficace.
- La visibilité du projet, de sa progression et de ses résultats est assurée pour un meilleur éclairage des décisions liées au renforcement de la participation significative des femmes militaires dans les OMP et les initiatives des acteurs de la société civile actifs dans la promotion des droits des femmes, notamment dans l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité.
- Les connaissances des militaires, hommes et femmes et des décisionnaires clefs du secteur de la Défense sont accrues sur les enjeux de l'intégration de la dimension genre dans la gestion des OMP et sur leur rôle dans la mise en œuvre de l'Agenda FPS.

• **Public cible et Canaux de communication :**

Ce plan de communication ciblera principalement les décisionnaires clefs des OMP (notamment du Ministère d'Etat, Ministère de la Défense (MEMDEF), de l'Etat major Général des Armées, etc.), des militaires (hommes et femmes), le personnel civil (hommes et femmes) du secteur de la Défense, les organisations de la société civile œuvrant pour la promotion des femmes, les partenaires financiers de l'Initiative ELSIE, des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) actifs sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, des médias nationaux et internationaux, du Secrétariat de l'Initiative du Fonds ELSIE. Le tableau, ci-dessous présente donne des détails sur ces différentes catégories de cibles du plan de communication ainsi que les canaux de communication qui seront mobilisés pour les toucher de manière adéquate.

| Public cible  | Segment démographique   | Canaux de communication privilégiés   |
|---|---|---|
| Communication interne au personnel militaire : Décisionnaires clés, militaires - <i>femmes et hommes</i> - personnel civil du ministère d'Etat, ministère de la Défense | Ministère de la Défense, État-Major des Armées, ministère des Affaires étrangères<br>Militaires composant les forces armées de Côte d'Ivoire : Hommes militaires : 97,30%, Femmes militaires : 2,69%<br>380 militaires déployé-e-s enquêté-e-s: 190 hommes et 190 femmes. | Circulaire d'information ; Directives ; Réunions ; Cérémonies de lancement (du projet et de ses résultats) ; Missions d'information et de sensibilisation ; Sites web de l'Etat Major de l'Armée et du Ministère d'Etat, ministère de Défense ; Communiqué de presse ; Site officiel du Gouvernement Côte d'Ivoire. |
| Communication entre les principales parties prenantes du projet : Cabinet du Ministère d'Etat, ministère de la Défense, Etat Major des Armées ; ONU Femmes ; CAPEC      | Groupe de Travail Technique : 11 membres de niveau technique – Points focaux de l'Etat Major Général des Armées, Equipe projet ELSIE de ONU Femmes CIV et Equipe d'évaluation de la CAPEC.  | Réunions de supervision et de suivi du projet ; Séances de formation, Groupe WhatsApp dédié à la coordination du projet ; Correspondances officielles ; Ateliers de validation ; MailChimp (Création d'une liste de contacts des parties prenantes internes du projet) ; rapports de progrès du projet.             |

Communication externe avec la société civile, bailleurs de fonds et le grand public :

- Ambassades des pays contributeurs au Fonds ELSIE ; Agences des Nations Unies en Côte d'Ivoire ;
- Organisations de la société civile, en particulier celles actives dans la promotion des Droits des femmes et l'Agenda FPS.
- Médias : Nationaux : 70% - internationaux : 30%

Cérémonies de lancement (du projet et de ses résultats) ; Articles, MailChimp ; Communiqués de presse ; Sites web Interviews, Réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn, Instagram) ; Correspondances officielles.

• **Indicateurs de mesure de la performance**

L'atteinte des résultats escomptés par le présent plan de communication sera appréciée à travers les principaux indicateurs de performance présentés dans le tableau ci-dessous.

| Résultats  | Indicateurs   |
|--|---|
| - Les parties prenantes clés du projet ciblées sont mobilisées de manière pertinente et engagées en faveur de l'atteinte des résultats escomptés dans les délais impartis.   | - Nombre de participants aux réunions du Comité de pilotage (CP), désagrégé par genre et affiliation.<br>- Nombre de participants aux réunions du Groupe de Travail Technique (GTT), désagrégé par genre et affiliation.<br>- Durée moyenne de levée des contraintes institutionnelles rencontrées dans la mise en œuvre du projet.<br>- Durée de réalisation de la collecte des données, désagrégé par type de collecte (FII, entretiens et enquête).<br>- Nombre de produits médias / communication / articles /communiqués de presse publiés.<br>- Nombre de personnes enquêtées, désagrégé par type d'enquête (qualitative ou quantitative), sexe, fonction et grade. |
| - Une bonne visibilité du projet et de ses résultats est assurée pour un meilleur éclairage des décisions visant à renforcer la participation des femmes dans les OMP.   | - Nombre d'articles de presse produits et publiés dans médias et sur les réseaux sociaux.<br>- Nombre de reportage audiovisuel réalisé sur le projet.<br>- Nombre de likes, de partage et de commentaires des publications faites sur les réseaux sociaux.<br>- Nombre de rapport MOWIP édités vulgarisés.<br>- Nombre de dépliants sur les résultats du rapport MOWIP militaires édités et distribués.   |
| - Les militaires, hommes et femmes et des décisionnaires clés du secteur de la Défense sont sensibilisés sur les enjeux de l'intégration de la dimension genre dans la gestion des OMP et sur leur rôle dans la mise en œuvre de l'Agenda FPS. | - Nombre de sessions de sensibilisation sur l'Agenda FPS et les OMP organisées.<br>- Nombre d'articles de presse de plaidoyer et de sensibilisation publiés dans les médias et sur les réseaux sociaux.<br>- Nombre de petites capsules vidéo de sensibilisation sur les OMP produites et diffusées.  |

• **Messages, outils et plateformes clés**

Les messages clés et les outils de communication doivent être adaptés à chaque public cible. Il est crucial de reconnaître l'importance cruciale de la diversité de genre dans les OMP, d'appréhender les avantages opérationnels et stratégiques de la participation des femmes militaires, et de promouvoir l'égalité de genre et les droits des femmes dans les opérations de paix.

| Public cible        | Messages Clés  | Outils de Communication  | Plateformes de Diffusion   |
|---------------------|--|--|--|
| Décisionnaires clés | <p><b>- Renforcer la connaissance des décisionnaires clés sur l'Agenda FPS, l'importance de participation significative des femmes aux OMP et le rôle du secteur de la Défense pour l'atteinte des objectifs escomptés.</b></p> <p>Exemple de messages :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La Côte d'Ivoire est le 1<sup>er</sup> pays Africain à se doter d'un plan d'action national sur la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des NU sur « les Femmes, la Paix et la Sécurité » adopté à l'unanimité le 31 octobre 2020.</li> <li>✓ L'Agenda FPS, constitué de la Résolution 1325 et de 9 résolutions connexes, est construit autour de 4 piliers : (i) <b>Participation</b> des femmes sur un pied d'égalité à tous les efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité ; (ii) Protection des femmes et des filles contre les violences sexuelle et sexiste ; (iii) Prévention et (iv) Relèvement post-conflit.</li> <li>✓ Les mandats de maintien de la paix comprennent aussi des dispositions sur la manière dont les missions peuvent atteindre leurs objectifs FPS grâce aux forces qui les composent et à leurs ressources.</li> <li>✓ Il est impératif de reconnaître et de promouvoir la diversité de genre au sein des Opérations de Maintien de la Paix (OMP) afin de garantir des solutions durables et inclusives aux conflits.</li> </ul> <p><b>- Appréhender les avantages opérationnels et stratégiques de la participation des femmes militaires.</b></p> <p>Exemple de message :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La participation active des femmes dans les opérations</li> </ul> | <p>Communiqués de presse, Ateliers</p> <p>Missions d'information et de sensibilisation ; Articles, communiqués de presses,</p> | <p>Médias traditionnels, Réunions officielles</p> <p>Ateliers Sites web de l'Etat Major de l'Armée et du Ministère d'Etat, ministère de Défense ; Site officiel du Gouvernement Côte d'Ivoire ; Réseaux sociaux d'ONU FEMMES (en veillant à identifier la page du fonds ELSIE)</p> <p>Canal WhatsApp</p> |

militaires offre des avantages opérationnels et stratégiques, notamment en termes de résolution de conflits, de sécurité communautaire et de perceptions positives de la mission par la population locale.

**- S'engager en faveur de l'égalité de genre et des droits des femmes dans les opérations de paix.**

Exemple de message :

- ✓ Notre engagement résolu en faveur de l'égalité de genre et des droits des femmes se traduit par des actions concrètes visant à garantir l'accès équitable des femmes aux opportunités militaires et à promouvoir leur participation significative dans les OMP.

**- Rappeler les engagements de la Côte d'Ivoire en matière de prise en compte du genre dans le Secteur de la Sécurité dans le cadre de sa RSS.**

Exemple de messages :

- ✓ La Côte d'Ivoire s'est engagée à renforcer sa participation dans les OMP et à assurer son leadership dans l'Agenda FPS et à promouvoir l'égalité des sexes dans son secteur de la Sécurité et dans ses Opérations extérieures.
- ✓ Le respect des engagements pris envers l'égalité des sexes et les droits des femmes dans le Secteur de la Sécurité et les opérations extérieures nécessite la mise en œuvre d'actions concrètes visant à garantir la pleine participation des femmes dans tous les corps de l'Armée et à tous les niveaux de décisions.
- ✓ La disponibilité des données factuelles sur les obstacles à la participation significative des femmes offrira l'opportunité aux décideurs du secteur de la Défense de prendre des décisions basées sur des

|                              |  |  |  |  |
|------------------------------|--|--|--|--|
|                              |  | données probants dans leurs efforts pour l'atteinte des objectifs genre de la RSS.   |  |  |
| Militaires, femmes et hommes | <p><b>- Conscientiser sur les différents rôles de genre au sein de l'armée.</b></p> <p>Exemple de messages :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les normes négatives de genre et la division sexuelle du travail qu'elles induisent au sein de l'Armée sont une entrave majeure à la participation significative des femmes dans ce secteur et dans les OMP.</li> <li>✓ La lutte les normes négatives de genre au sein de l'Armée constitue une opportunité de valorisation des contributions uniques des femmes dans tous les corps de métiers du secteur de la Défense.</li> <li>✓ L'accroissement significative des femmes au secteur de la Défense et dans les OMP peut renforcer la performance de ce secteur et permettre à la Côte d'Ivoire de respecter ses engagements internationaux.</li> <li>✓ La masculinité positive traduit le leadership et la responsabilisation des hommes pour des sociétés plus inclusives.</li> <li>✓ La participation et le travail des hommes aux côtés des femmes est essentiel au processus de changement en faveur d'une participation significative des femmes aux OMP.</li> </ul> <p><b>- Mettre en exergue les engagements pris par la Côte d'Ivoire en tant qu'État contributeur sur femmes, paix et sécurité.</b></p> <p>Exemple de messages :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La Côte d'Ivoire figure au nombre des pays qui se sont engagés à mettre en œuvre l'Agenda FPS.</li> </ul> | <p>Lettre d'information</p> <p>Articles, communiqués de presses</p> <p>Ateliers de sensibilisation, Contenu visuel attrayant</p> | <p>Réseaux sociaux, Site web dédié au projet.</p> <p>Ateliers Sites web de l'Etat Major de l'Armée et du Ministère d'Etat, ministère de Défense (MEMDEF) ;</p> |  |

|  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|
|  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La Côte d'Ivoire est le 1<sup>er</sup> pays Africain à se doter d'un plan d'action national sur la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des NU sur « les Femmes, la Paix et la Sécurité » adopté à l'unanimité le 31 octobre 2020.</li> <li>✓ L'Agenda FPS, constitué de la Résolution 1325 et de 9 résolutions connexes, est construit autour de 4 piliers : (i) <b>Participation</b> des femmes sur un pied d'égalité à tous les efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité ; (ii) Protection des femmes et des filles contre les violences sexuelle et sexiste ; (iii) Prévention et (iv) Relèvement post-conflit.</li> <li>✓ La Côte d'Ivoire s'est engagée à renforcer sa participation dans les OMP et à assurer son leadership dans l'Agenda FPS et à promouvoir l'égalité des sexes dans son secteur de la Sécurité et dans ses Opérations extérieures.</li> <li>✓ Les mandats de maintien de la paix comprennent aussi des dispositions sur la manière dont les missions peuvent atteindre leurs objectifs FPS grâce aux forces qui les composent et à leurs ressources.</li> </ul> <p><b>- Souligner l'obligation de respecter ces engagements pour atteindre les chiffres requis de déploiement pour les OMP dans l'armée.</b></p> <p>Exemple de message :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le respect des engagements pris envers l'égalité des sexes et les droits des femmes dans le Secteur de la Sécurité et les opérations extérieures nécessite la mise en œuvre d'actions concrètes visant à garantir la pleine participation des femmes dans tous les corps de l'Armée</li> </ul> |  |  |
|--|--|--|--|--|

|   |  |  |   |  |  |
|---|--|--|---|--|--|
|   |  | <p>et à tous les niveaux de décisions.</p> <p><b>- Mettre en lumière les avantages opérationnels et stratégiques de la participation des femmes militaires dans les OMP.</b></p> <p>Exemple de message :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La participation active des femmes dans les opérations militaires offre des avantages opérationnels et stratégiques, notamment en termes de résolution de conflits, de sécurité communautaire et de perceptions positives de la mission par la population locale.</li> </ul>   |   |  |  |
| <p>OSC de promotion des droits des femmes, Médias</p> |  | <p><b>- Informer sur l'engagement des dirigeants du MEMDEF et de l'Etat Major Général des Armées en faveur de la participation significative des femmes dans l'Armées et dans les OMP.</b></p> <p>Exemple de message :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La Côte d'Ivoire, à travers le Ministère d'Etat, Ministère de la Défense et l'Etat Major Général des Armées de Côte d'Ivoire, veut se donner les moyens d'atteindre les indicateurs Genre de sa RSS en favorisant la disponibilité de données factuelles sur les obstacles à la participation significative des femmes militaires aux OMP, avec un financement de l'Initiative ELSIE, en vue de les adresser.</li> <li>✓ Cette évaluation des obstacles à la participation significative des femmes en uniforme aux OMP par une 2<sup>ème</sup> Institution de Sécurité ivoirienne dénote de l'engagement ferme du pays à œuvrer à l'atteinte des objectifs genre de la RSS et de la Loi d'orientation militaire.</li> </ul> <p><b>- Mettre en lumière les avantages opérationnels et stratégiques de la</b></p> | <p>Lettres d'information électroniques, Communiqué de presse, Articles, Interviews, Discours, Contenu visuel,</p> | <p>Médias, Plateformes de communication (Site internet, réseaux sociaux, etc.) des parties prenantes au projet, et des institutions gouvernemental, Réunions</p> |  |

**participation des femmes militaires dans les OMP.**

Exemple de message :

- ✓ La participation active des femmes dans les opérations militaires offre des avantages opérationnels et stratégiques, notamment en termes de résolution de conflits, de sécurité communautaire et de perceptions positives de la mission par la population locale.

**- Renforcer la connaissance des décisionnaires clés sur l'Agenda FPS, l'importance de participation significative des femmes aux OMP et le rôle du secteur de la Défense pour l'atteinte des objectifs escomptés.**

Exemple de messages :

- ✓ La Côte d'Ivoire est le 1<sup>er</sup> pays Africain à se doter d'un plan d'action national sur la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des NU sur « les Femmes, la Paix et la Sécurité » adopté à l'unanimité le 31 octobre 2020.
- ✓ L'Agenda FPS, constitué de la Résolution 1325 et de 9 résolutions connexes, est construit autour de 4 piliers : (i) **Participation** des femmes sur un pied d'égalité à tous les efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité ; (ii) Protection des femmes et des filles contre les violences sexuelle et sexiste ; (iii) Prévention et (iv) Relèvement post-conflit.
- ✓ Les mandats de maintien de la paix comprennent aussi des dispositions sur la manière dont les missions peuvent atteindre leurs objectifs FPS grâce aux forces qui les composent et à leurs ressources.
- ✓ Il est impératif de reconnaître et de promouvoir la diversité de genre au sein des Opérations de Maintien de la Paix (OMP) afin

|  |   |   |  |   |  |
|--|---|---|--|---|--|
|  |   | <p>de garantir des solutions durables et inclusives aux conflits.</p> <p><b>- Partager les principales conclusions et recommandations du rapport MOWIP du rapport.</b></p>  |  |   |  |
|  | <p>Ambassades des Pays<br/>Contributeurs du Fonds de l'Initiative ELSIE,<br/>Partenaires Techniques et Financiers, dont les Agences des Nations Unies, actifs sur l'Agenda FPS et la prise en compte du Genre dans le secteur de la Sécurité,<br/>Agences des Nations Unies</p> | <p><b>- Informer sur l'engagement des dirigeants du MEMDEF et de l'Etat Major Général des Armées en faveur de la participation significative des femmes dans l'Armées et dans les OMP.</b></p> <p>Exemple de message :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La Côte d'Ivoire, à travers le Ministère d'Etat, Ministère de la Défense et l'Etat Major Général des Armées de Côte d'Ivoire, veut se donner les moyens d'atteindre les indicateurs Genre de sa RSS en favorisant la disponibilité de données factuelles sur les obstacles à la participation significative des femmes militaires aux OMP, avec un financement du Fonds de l'Initiative ELSIE, en vue de les adresser.</li> <li>✓ Cette évaluation des obstacles à la participation significative des femmes en uniforme aux OMP par une 2<sup>ème</sup> Institution de Sécurité ivoirienne dénote de l'engagement ferme du pays à œuvrer à l'atteinte des objectifs genre de la RSS et de la Loi d'orientation militaire.</li> </ul> <p><b>- Mettre en lumière les avantages opérationnels et stratégiques de la participation des femmes militaires dans les OMP.</b></p> <p>Exemple de message :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La participation active des femmes dans les opérations militaires offre des avantages opérationnels et stratégiques, notamment en termes de résolution de conflits, de sécurité communautaire et de perceptions positives de la mission par la population locale.</li> </ul> | <p>Publications, Conférences, Réunions officielles</p> | <p>Réseaux diplomatiques, Sites web des agences internationales</p> |  |

- Partager les principales conclusions et recommandations du rapport MOWIP du rapport.

- **Budget, ressources et Calendrier d'exécution**

Le coût total des actions de communication prévue dans le cadre du projet s'élève à **\$5,039.00 USD** (voir détails dans l'Annexe C – Budget détaillé).

| Activité                                  | Date de Début | Date de Fin | Responsable   | Description de l'Activité  | Budget (\$) et Matériel   |
|---|---------------|-------------|---|--|---|
| Cérémonie de démarrage officiel du projet | 15/11/2024    | 15/11/2024  | Spécialiste programme WPPSHA de ONU Femmes en lien avec les points focaux de l'Etat Major Général de l'Armée de Côte d'Ivoire | <p>Cette cérémonie sera présidée par le Chef d'Etat Major Général des Armées de Côte d'Ivoire en présence des responsables des hauts responsables des corps constitués. Elle permettra de renforcer les connaissances des décideurs clés sur le projet et les engager à contribuer à sa bonne réalisation. Elle permettra également de présenter le projet aux médias et parties prenantes de l'Agenda FPS.</p> <p>Cette cérémonie sera précédée d'un atelier de définition de l'identité visuelle du projet</p> | <p><b>Matériel</b> : Documents imprimés (flyers, affiches, kakemono), supports visuels, couverture médiatique ;</p> <p>Communication (invitations, communiqués de presse)</p> <p><b>Budget lié à la production des supports hors média et de la couverture médiatique :</b></p> <p><b>\$ 1,421.35 \$USD</b></p> |

|  |                   |                   |   |  |   |
|--|-------------------|-------------------|---|--|---|
| <p>Mission de sensibilisation dans les 4 régions militaires du pays</p>  | <p>21/11/2024</p> | <p>31/11/2024</p> | <p>Équipe conjointe composée des points focaux de l'Etat Major Général des Armées de Côte d'Ivoire et des membres de l'ONU Femmes Côte d'Ivoire dont deux personnes (responsable communication et reporter images) de l'équipe de Communication</p> | <p>Il s'agit d'une mission d'information dans les régions militaires. Des Mini ateliers de lancement locaux seront organisés pour mieux informer les militaires de ces régions militaires sur l'agenda FPS, les OMP et le projet MOWIP et les préparer à contribuer à sa réussite.</p> | <p><b>Matériel</b> : Supports hors média (flyers, affiches, kakemono, folders), fournitures de bureau, supports visuels</p> <p>One page du projet</p> <p><b>Budget : 1,117.65 \$USD</b></p>   |
| <p>Sessions du Comité de Pilotage et Groupe de travail techniques ; Ateliers de validation ; Séances de formation du DCAF de l'institution de défense et de l'équipe projet sur la méthodologie MOWIP.</p> | <p>01/11/2024</p> | <p>30/09/2025</p> | <p>Cabinet du Ministère d'Etat, ministère de la Défense, Etat Major des Armées ; ONU Femmes ; CAPEC</p>   | <p>Réunions du Comité de Pilotage afin d'examiner l'état d'avancement, prendre des décisions stratégiques, aligner les actions sur les objectifs à long terme, et gérer les risques, garantissant ainsi le bon déroulement du projet.</p>  | <p><b>Matériel</b> : Chaîne WhatsApp spécifique au projet ; Correspondances officielles ; Supports hors média (flyers, affiches, kakemono), fournitures de bureau, supports visuels MailChimp pour l'envoi des comptes rendus des rencontres.</p> <p><b>Budget :2,000 USD</b></p> |
| <p>Illustrations photos du rapport MOWIP et de son résumé pour la dissémination.</p>   | <p>01/11/2024</p> | <p>30/09/2025</p> | <p>Équipe de Communication UNW en lien avec l'équipe de communication du MEMDEF, de l'Etat Major Général des Armées</p>   | <p>Shooting photos.</p>  | <p><b>Matériel</b> : production de petites capsules vidéo sur les succès story des femmes dans les OMP à partir des éléments collectés lors des différentes cérémonies et missions de sensibilisation.</p> <p><b>Budget lié au frais d'appel : 0 \$USD</b></p>                    |
| <p>Succès story des femmes dans les OMP</p>  | <p>15/11/2024</p> | <p>30/09/2024</p> | <p>Équipe de Communication</p>  | <p>Collecte d'histoires à succès lors des ateliers de validation et de la cérémonie de lancement du rapport MOWIP mettant en avant les réalisations des femmes dans les OMP.</p>   | <p><b>Matériel</b> : Production de petites capsules vidéo par le service communication de ONU Femmes et de l'Etat Major Général des Armées.</p> <p><b>Budget : 500 \$USD</b></p>  |

## 10<sup>e</sup> partie : Exigences du Fonds en matière d'élaboration de rapports, de suivi et d'évaluation

Tous les rapports de projet doivent être élaborés à l'aide des modèles de rapport descriptif et financier du Fonds.

Conformément au Manuel des opérations du Fonds (section 12 - Suivi et évaluation), tous les bénéficiaires du Fonds, en partenariat avec leurs partenaires d'exécution, doivent fournir les rapports suivants au Secrétariat du Fonds et à ce que toutes les données fournies soient ventilées par sexe et signées par le bénéficiaire du Fonds, selon le calendrier suivant. Le Fonds enverra le modèle de rapport au point focal du projet deux semaines avant la fin de chaque trimestre.

|  | <b>Rapport 1<sup>er</sup> trimestre</b>  | <b>Rapport 2<sup>e</sup> trim.</b>  | <b>Rapport 3<sup>e</sup> trim.</b>  | <b>Rapport 4<sup>e</sup> trim.</b>  | <b>Rapport annuel</b>                         | <b>Phase de clôture du projet</b>   |
|--|--|---|---|---|---|---|
| <b>Période considérée</b>  | 1 <sup>er</sup> janvier - 31 mars  | 1 <sup>er</sup> avril - 30 juin   | 1 <sup>er</sup> juillet - 30 septembre  | 1 <sup>er</sup> octobre - 31 décembre   | 1 <sup>er</sup> janvier - 31 décembre         | Durée du projet :   |
| <b>Échéance d'envoi au Fonds</b>                                       | 15 avril   | 15 juillet  | 15 octobre  | 15 janvier  | 30 janvier                                    | Dans les trois mois suivant la date de clôture du projet<br>Au plus tard le 31 mars |
| <b>Type de rapport</b>   | - Descriptif<br>- Financier  | - Descriptif<br>- Financier   | - Descriptif<br>- Financier   | - Descriptif<br>- Financier   | - Financier                                   | - Descriptif<br>- Financier   |
| <b>Modèles de rapport</b>  | - Rapport d'avancement trimestriel du Fonds<br>- Modèle de rapport financier du Fonds  | - Rapport d'avancement trimestriel du Fonds<br>- Modèle de rapport financier du Fonds | - Rapport d'avancement trimestriel du Fonds<br>- Modèle de rapport financier du Fonds | - Rapport d'avancement trimestriel du Fonds<br>- Modèle de rapport financier du Fonds | - Modèle de rapport financier annuel du Fonds | - Modèle de clôture de projet du Fonds<br>- Modèle de rapport financier du Fonds    |
| <b>Vérification financière ponctuelle (pour les T/PCC uniquement)</b>  | Le Fonds organisera la conduite d'une vérification financière ponctuelle à mi-parcours de la mise en œuvre du projet.  |   |   |   |   |   |
| <b>Relevés bancaires (pour les T/PCC uniquement)</b>                   | Lorsque le bénéficiaire est un T/PCC, l'institution de sécurité doit ouvrir un compte en banque distinct pour recevoir les subventions du Fonds. Le T/PCC devra fournir une copie des relevés bancaires de ce compte en banque, conformément aux exigences du Fonds en matière d'information financière. |   |   |   |   |   |
| <b>États financiers finaux certifiés et rapports financiers finaux</b> | Les bénéficiaires des financements doivent fournir des états financiers finaux certifiés et des rapports financiers finaux au Fonds/MPTFO dans les trois mois suivant la date de clôture du projet, et au plus tard le 31 mars de l'année suivante.  |   |   |   |   |   |
| <b>Évaluation post-projet</b>  | Si nécessaire, le Fonds organisera la conduite d'une évaluation post-projet menée par un-e consultant-e indépendant-e.   |   |   |   |   |   |

Veuillez cocher cette case pour accepter les conditions d'information financière ci-dessus.

## 11<sup>e</sup> partie : Évaluation de la gestion des risques associés au projet (Excel) - Annexe D (document Excel distinct)

Une évaluation de la gestion des risques associés au projet doit être menée et jointe en annexe du document PRODOC. Veuillez utiliser le Modèle d'évaluation de la gestion des risques associés au projet, disponible sur le site internet du Fonds.

En outre, la section suivante énumère les leçons et bonnes pratiques répertoriées lors de la conduite de plus de 15 évaluations MOWIP à ce jour. Les T/PCC et les partenaires d'exécution sont invités à accepter et à mettre en œuvre

ces bonnes pratiques, spécifiquement axées sur la gouvernance, le maintien et l'inclusion d'une approche sensible au genre dans la collecte et le stockage des données aux fins de l'évaluation MOWIP.

1. L'institution de sécurité accepte de communiquer à son personnel les objectifs de l'étude d'évaluation des obstacles et le caractère volontaire de la participation, ainsi que la garantie de confidentialité, de liberté d'expression et de protection contre les représailles.
2. Pour que l'équipe de recherche reste autonome et indépendante, il est préférable que le personnel des institutions de sécurité, y compris les points focaux de genre, s'abstienne de participer à toute collecte de données pendant les processus d'enquête et d'entretien.
3. Veillez à ce que le processus de collecte des données, y compris les questions et la méthodologie, tienne compte des droits humains et de l'égalité des genres.
4. Veillez à ce que les chercheurs·euses et les enquêteurs·trices soient formés aux questionnaires, à la manière de poser des questions délicates et aux stratégies permettant de faire face à des situations difficiles, par exemple lorsqu'un commandant ou un mari/une épouse exige d'accompagner une femme/un époux lors d'un entretien.
5. Veillez à ce que l'équipe d'enquêteurs soit mixte pour que des enquêtrices puissent mener les entretiens avec les femmes.
6. Pour les entretiens avec les principales personnes décisionnaires :
  - a. La conduite d'entretiens avec les principales personnes décisionnaires est obligatoire, en face-à-face ou à distance. Ces entretiens ne peuvent pas prendre la forme d'un questionnaire à remplir.
  - b. Veillez à ce que les chercheurs·euses et les enquêteurs·trices soient toujours déployé·e·s en équipe d'au moins deux personnes afin d'éviter tout préjuger, intimidation, malentendu ou interprétation erronée des réponses et des comportements des personnes interrogées.
7. **Pour les enquêtes individuelles** : veillez à ce que les enquêteurs interrogent les personnes en tête-à-tête, de préférence avec un·e enquêteur·trice du même sexe.
8. **Sécurité des chercheurs·euses et des enquêteurs·trices** : Pour assurer la sécurité des chercheurs et des enquêteurs pendant l'évaluation MOWIP, répertoriez les risques spécifiques au contexte national et définissez des actions pour atténuer ces risques. Le Fonds demande que les mesures d'atténuation suivantes soient envisagées et mises en œuvre par les T/PCC en fonction de leur contexte et de leur situation sécuritaire :
  - a. **Situation sécuritaire dans les zones nationales/régionales** : Les organismes d'exécution sont invités à agir en étroite coordination avec le Ministère de l'intérieur et/ou le Ministère de la défense afin d'obtenir les informations les plus récentes sur la situation sécuritaire au niveau régional :
    - i. le Ministère de la défense/de l'intérieur doit informer l'équipe d'enquêteurs avant que celle-ci ne se rende dans les régions ou dans des lieux peu sûrs.
    - ii. Une fois le plan de collecte des données élaboré, classez les zones en fonction du degré de risque (faible, moyen ou élevé) qu'elles représentent. À partir de cette classification, élaborer un protocole d'engagement des parties prenantes pour chaque niveau de risque.
    - iii. Assurez la coordination avec les autorités locales et/ou les responsables avant de partir en mission de collecte de données.
    - iv. Pour les zones à haut risque, envisagez de mener l'enquête par téléphone ou en ligne.

- b. **Protocole/Instruction permanente en matière d'évacuation** : Élaborez un protocole d'évacuation que le partenaire ou l'équipe d'évaluation devra suivre en cas de catastrophe naturelle, de pandémie ou d'incident de sécurité, par exemple :
- i. Braquage à main armée
  - ii. Enlèvement ou prise d'otages
  - iii. Accident de la route.

### Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante du PRODOC MOWIP. Chaque annexe devra être entièrement remplie et envoyée au Fonds dans le cadre de la soumission du PRODOC MOWIP.

- A. *Proposition technique MOWIP - Annexe A*
- B. *Chronologie du plan d'évaluation MOWIP (plan de travail) (document distinct)*
- C. *Budget MOWIP - Fonds Initiative Elsie (document Excel distinct)*
- D. *Évaluation de la gestion des risques associés au projet (document Excel distinct)*
- E. *Données relatives au personnel des institutions de sécurité (inclus dans ce modèle - voir ci-dessous)*
- F. *Données sur la planification des déploiements de l'institution de sécurité (inclus dans ce modèle - voir ci-dessous)*